

Questions sociales

Un programme de travail bâti autour de trois axes principaux, chacun portant une forte dimension de comparaison internationale :

- ▶ L'amélioration de la couverture des risques sociaux.
- ▶ La promotion de la cohésion sociale et la réponse aux questions sociétales.
- ▶ La modernisation des institutions et administrations œuvrant dans le domaine des politiques sociales.

Les acteurs des politiques sociales sont aujourd'hui confrontés à une équation complexe : alors que les marges de manœuvre se raréfient, la demande sociale pour une couverture des risques reste forte – d'où la nécessité de s'engager dans la voie de l'“investissement social”, qui consiste à chercher à prévenir les risques avant qu'ils ne se concrétisent. Ce défi s'inscrit en outre dans une situation d'évolutions sociales profondes, comme en témoignent par exemple l'évolution des modes de vie familiaux, les nouvelles attentes des jeunes et naturellement le vieillissement de la population.

■ Risques sociaux et politiques publiques

Deux enjeux majeurs sous-tendent le travail du département en ce qui concerne la modernisation de la couverture des risques sociaux : notre capacité d'une part à orienter les prestations et les services vers des dépenses qui préparent l'avenir (c'est la raison pour laquelle figurent ici des sujets ayant trait à l'éducation), et d'autre part à apporter des réponses aux nouveaux besoins sociaux.

Nous centrerons naturellement nos travaux sur la situation de la France, mais mènerons également une analyse sur un sujet encore peu défriché et destiné à prendre de l'importance, celui de la couverture des risques sociaux, dans le cadre de systèmes de plus en plus structurés, au sein des grands pays émergents (BRICS) :

• Famille

- ▶ Le département se penchera sur la question de l'accueil du jeune enfant (avant sa scolarisation), à l'occasion de la publication des actes du colloque tenu en 2011, mais aussi sur l'accueil périscolaire des enfants de trois à douze ans, central en termes d'épanouissement de l'enfant et de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle des parents.
- ▶ Nous étudierons également, dans une perspective de comparaison internationale, l'impact des recompositions familiales sur les politiques publiques : logement, fiscalité, soutien aux familles monoparentales, etc.

PROGRAMME DE TRAVAIL 2012



- ▶ Le thème de la **paternité** fera l'objet d'une étude : quelle est la réalité de son évolution, comment les politiques publiques peuvent-elles l'accompagner ?

• Santé

- ▶ À la frontière des enjeux de qualité, de maîtrise des dépenses et de répartition des rôles entre les différents acteurs, nous consacrerons une étude à la **dispensation du médicament** (distribution, suivi des prescriptions, prévention des mauvais usages, pratique croissante de l'automédication...).
- ▶ Les **pratiques médicales non conventionnelles** (ostéopathie, acuponcture, homéopathie, sophrologie...) feront également l'objet d'une comparaison internationale (qui englobera les pays émergents).
- ▶ Nous consacrerons une note à la **libre circulation des professionnels de santé**, aussi bien au sein de l'Union européenne qu'entre les pays de l'UE et leurs voisins.
- ▶ À l'heure où la "**protocolisation**" des soins se développe, nous nous pencherons sur la question de son évaluation et du juste compromis à trouver entre le respect du protocole et l'autonomie des professionnels concernés.
- ▶ Enfin, la **médecine prédictive**, qui pose de multiples questions (enjeu médical, responsabilisation des patients, assurance, enjeux éthiques...) sera également abordée.

• Dépendance et handicap

- ▶ Les **métiers de la dépendance** feront l'objet d'une note : quelles sont les aspirations et les contraintes de ces professionnels ? Comment mieux les accompagner ?
- ▶ La **scolarisation des enfants handicapés** sera abordée sous un angle international.

• Logement

- ▶ Nous mènerons une analyse comparée des **droits et devoirs respectifs des bailleurs (publics et privés) et des locataires** dans différents pays européens.

• Éducation

- ▶ Le **mal-être scolaire** sera abordé sous l'angle des politiques à mettre en place pour lutter contre ses manifestations (incivilités, phobie scolaire, harcèlement, prévention des dépressions).
- ▶ Dans un travail consacré à "**l'éducation hors l'école**", nous ferons le point sur le développement de l'ensemble des formes d'apprentissage complémentaires à l'Éducation nationale : tutorat, "cordées de la réussite", montée en puissance du secteur privé dans le soutien scolaire, Internet, groupes d'entraide entre parents...
- ▶ Nous mènerons un **travail d'analyse des pays comparables à la France et obtenant les meilleurs résultats au regard des évaluations internationales**.
- ▶ Nous étudierons l'impact que peut avoir, sur la progression des élèves, **l'utilisation de différentes techniques d'évaluation de leur travail** (notes ou absence de notes, contrôle continu ou examen final, prise en compte de facteurs extrascolaires, diplôme de fin d'étude...).

■ Lien social, “vivre ensemble” et questions de société

L’approche sera ici transversale : comment articuler les différentes politiques pour répondre de manière optimale aux enjeux de la politique de la ville, aux nouveaux besoins sociaux exprimés par la jeunesse, et au développement des politiques culturelles ?

• Politique de la ville et politique urbaine

Les réformes récentes concernant la politique de la ville feront l’objet d’une comparaison internationale. Cette dernière permettra de porter un autre regard sur les questions récurrentes posées dans le débat français : faut-il “cibler” les territoires ou les habitants ? Quel équilibre entre politiques de reconnaissance, de redistribution ou de “normalisation” ? Ces travaux s’appuieront notamment sur la valorisation des études commandées par le Centre concernant les indicateurs de la politique de la ville en Europe et l’évaluation des programmes de rénovation urbaine aux États-Unis.

• Éthique

- ▶ Dans la société de la performance qui est la nôtre, la question du “dopage au quotidien” prend de l’ampleur, que ce soit à l’école, au travail ou dans les loisirs. Quel est l’état de la question, et quelles politiques publiques sont-elles mises en œuvre, en France et à l’étranger ?
- ▶ Nous mènerons une analyse comparée des législations encadrant la protection des données personnelles (cyberprotection), et ferons le point sur l’amélioration des services associés à la montée en puissance du traitement informatique.

• Jeunesse

- ▶ Alors qu’enfants et adolescents sont aujourd’hui la “cible” de messages naguère réservés aux adultes (publicités, produits et services), la question se pose de savoir s’il faut et comment réguler ces pratiques commerciales.
- ▶ La génération née entre 1980 et 1995 est celle des “digital natives”, qui ont grandi avec le numérique : nous consacrerons des travaux à cette “Génération Y” – quelles sont ses attentes, notamment en termes de prestations, de services, d’éducation, d’organisation du travail, etc. ?
- ▶ Un rapport sera consacré par le département, en collaboration avec le département Travail Emploi et le département Économie Finances, à la question des étudiants : logement, santé, participation à la vie publique, insertion professionnelle.

• Sport et politiques sociales

Le département s’intéressera dans ce domaine à la question du sport et de l’entreprise.

• Culture et politiques sociales

Nous ferons le point, notamment, sur les politiques d’accès à la culture, qu’elles soient “descendantes” (développer l’accès à la culture de publics qui en sont éloignés) ou “montantes” (reconnaissance des “arts de la rue”, etc.). Un focus sera effectué sur les liens entre la culture (et l’offre culturelle) et la croissance. Le thème de la décentralisation culturelle sera abordé notamment au travers d’une comparaison avec l’Allemagne.

PROGRAMME DE TRAVAIL 2012



• Neurodroit

Dans le prolongement du rapport paru en 2011, nous consacrerons des travaux à la façon dont les différents acteurs se saisissent du sujet du neurodroit, en collaboration avec la revue *Philosophie et Théorie du Droit*.

• Philanthropie d'entreprise

Là encore, ce thème sera abordé dans une perspective internationale : de plus en plus d'entreprises, grandes mais aussi moyennes, développent une activité philanthropique, en France et à l'étranger. Que trouvent-elles dans cet engagement ? Comment ce mouvement peut-il accompagner une modernisation de l'État social ?

• Prévention de la solitude

Au-delà de la dimension sociologique de la question, nous chercherons à établir les liens entre solitude et gestion des risques sociaux (par exemple en ce qui concerne l'entrée dans la dépendance qui est, on le sait, accélérée par la solitude).

■ Institutions et administrations sociales

La clé de voûte des réformes évoquées jusqu'ici dans le domaine social, c'est la modernisation du fonctionnement des institutions et de l'administration : trois décennies après les lois de décentralisation, quels en sont le bilan et les perspectives en ce qui concerne la répartition des compétences sociales ? Comment l'administration peut-elle poursuivre sa modernisation ?

- ▶ Nous poursuivrons un travail commun avec la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) autour des **acteurs de la cohésion sociale** : bilan de trente ans de décentralisation, lutte contre l'exclusion sociale, rôle des entreprises dans la promotion de la diversité, rôles respectifs des élus, des dirigeants et des travailleurs sociaux, "dialogue civil" (usagers, acteurs associatifs, puissance publique), avenir de la décentralisation des politiques sociales.
- ▶ À la suite de travaux menés en 2008, nous nous interrogerons sur le **paiement des prestations sociales "à bon droit"**, qui englobe à la fois les dimensions de lutte contre la fraude et de prévention des mauvais paiements (qui peuvent venir d'erreurs de l'utilisateur comme de l'administration).
- ▶ Nous ferons le point sur l'**accès aux services de banque et d'assurance pour les personnes souffrant de maladies graves et chroniques** (difficulté d'accès, mesures de régulation).
- ▶ Enfin, un **panorama des questions sociales** recensera l'ensemble des faits marquants repérés à l'étranger par le département durant l'année 2011 : au travers de tendances parcellaires ou pointillistes, il s'agira de s'essayer à trouver des évolutions de fond qui se font jour dans le domaine social.

■ Études

Le département fera réaliser en 2012 des études sur :

- ▶ **Le vieillissement et le cadre de vie.**
- ▶ **Les transferts financiers entre générations.**
- ▶ **Les politiques d'accès à la culture** (comparaison internationale).